

Policy Brief

Europe-Afrique : l'ère du leadership partagé entre les deux continents ?

Par Patricia Ahanda

PB - 10/22

Le Sommet Union européenne (UE) - Union africaine (UA), qui s'est tenu à Bruxelles les 17 et 18 février 2022, entend marquer un tournant dans les relations entre les deux continents.

L'agenda européen pour l'année 2022 met au centre de ses priorités les relations Europe - Afrique. Celles-ci sont aussi l'un des principaux axes défendus par la Présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE) et le Président français Emmanuel Macron dans de son discours inaugural devant le Parlement européen en janvier 2022.

Cet agenda est ainsi une réelle opportunité de réinventer les relations entre l'Europe et l'Afrique en leur donnant un nouvel élan, et en ouvrant une nouvelle ère basée sur un leadership partagé. Cependant, si la volonté de rééquilibrage diplomatique est réelle, elle est conditionnée, d'une part, par la capacité de l'Europe à mettre en place un processus coopératif juste et équitable avec l'Afrique et, d'autre part, par l'aptitude des Etats africains à s'ériger en partenaires avec un agenda stratégique commun.

INTRODUCTION

Le sommet Union européenne (UE) - Union africaine (UA) qui s'est tenu à Bruxelles les 17 et 18 février 2022 entend marquer un tournant dans les relations entre les deux continents. L'agenda européen pour l'année 2022 met au centre de ses priorités les relations Europe - Afrique. Celles-ci sont aussi l'un des principaux axes défendus par la Présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE) et le Président français Emmanuel Macron lors de son discours inaugural devant le Parlement européen en janvier 2022.

En effet, l'Union européenne est le premier partenaire de développement du continent africain en termes de commerce, d'investissement, d'aide au développement, d'aide humanitaire et de sécurité. Cet agenda est ainsi une réelle opportunité de réinventer les relations entre l'Europe et l'Afrique en leur donnant un nouvel élan basé sur un leadership partagé.

Cependant, si la volonté de rééquilibrage diplomatique est réelle, elle est conditionnée, d'une part, par la capacité de l'Europe à mettre en place un processus coopératif juste et équitable avec l'Afrique et, d'autre part, par l'aptitude des Etats africains à s'ériger comme véritables partenaires avec un agenda stratégique commun.

L'AFRIQUE AU CENTRE DES NOUVEAUX ENJEUX GÉOPOLITIQUES

Pour l'Union européenne, l'Afrique est avant tout le terrain de nouveaux enjeux géopolitiques avec au centre la question sécuritaire. Cette question était déjà omniprésente avec la lutte contre le terrorisme, la crise au Sahel ou, encore, les élections présidentielles en Libye, sujet majeur qui a emmené les dirigeants européens et africains à s'entretenir lors d'une conférence internationale pour la Libye en novembre 2021 à Paris.

En 2022, l'enjeu sécuritaire devient central avec la montée des tensions politiques en Afrique de l'Ouest et les différents coups d'Etat : Mali deux fois depuis août 2020, Guinée en septembre 2021, Burkina Faso en janvier 2022. Ces tensions démontrent les limites des sanctions internationales imposées aux pays concernés et la perte de vitesse de l'influence de l'Union européenne dans ces régions d'Afrique.

Le Sommet Union européenne - Union africaine de ce février 2022 offre aux dirigeants européens et africains l'opportunité de revoir ensemble leurs missions de coopération militaire dans ces zones de tension, d'entériner le retrait des troupes françaises et européennes du Mali et un redéploiement régional pour poursuivre la lutte antiterroriste au Sahel.

Ce Sommet est pour l'Union européenne l'opportunité de définir une nouvelle stratégie globale face à l'émergence de nouvelles puissances influentes en Afrique. En effet, le cas Wagner et la présence russe en Afrique souligne que l'UE n'est plus le seul joueur influent sur le terrain géopolitique africain.

Si la Russie a une approche stratégique axée sur les questions de sécurité; le Royaume-Uni, l'Inde ou, encore, la Turquie multiplient les partenariats commerciaux; La Chine prend chaque année une place de plus en plus importante avec ses « routes de la soie » africaines et des investissements ciblés; Les Etats-Unis sont prêts à s'investir à nouveau sur le continent

avec un futur sommet États-Unis-Afrique sous l'égide du Président américain Joe Biden, déterminé à reprendre la main en matière de politique extérieure après le désengagement africain du mandat de Donald Trump.

L'Union européenne a conscience de cet intérêt croissant pour l'Afrique chez ses concurrents. Le Sommet des chefs d'Etat de l'UE et de l'UA intervient ainsi dans une séquence géostratégique où le géant chinois freine ses investissements sur le continent africain pour se concentrer sur une coopération sanitaire avec comme principal axe : un milliard de doses de vaccins anti COVID-19 promis par Xi Jinping en novembre 2021 lors du Sommet Chine-Afrique au Sénégal. Cette restructuration des investissements chinois donne à l'Union Européenne de nouvelles perspectives d'avenir pour renforcer sa présence africaine.

C'est dans ce contexte qu'Ursula Von der Leyen, Présidente de la Commission européenne a lancé, lors de son déplacement officiel en Afrique, un appel au renforcement de la coopération entre les deux continents : « L'Afrique a besoin de l'Europe et l'Europe a besoin de l'Afrique », avait-elle déclaré, en ajoutant que « le partenariat Europe-Afrique est plus important aujourd'hui en raison des effets du COVID ».

La Présidente de la Commission européenne a profité de ses visites officielles au Maroc et au Sénégal, deux pays africains moteurs, pour réaffirmer le leadership européen sur les nouveaux enjeux sociaux, économiques et environnementaux qui touchent l'Afrique. La dirigeante européenne a aussi tenu à saluer le « leadership essentiel » de l'Union africaine présidée à partir du 8 février 2022 par le Président sénégalais Macky Sall.

Ce plaidoyer pour une coopération renforcée et un leadership partagé entre l'Europe et l'Afrique illustre l'ouverture d'une nouvelle dynamique au sein de l'Union européenne, où l'Afrique est désormais vue comme un partenaire incontournable et intrinsèquement lié au futur de l'Europe.

UN PARTENARIAT ÉQUILIBRÉ ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET L'UNION AFRICAINE ?

Cependant, si la démonstration diplomatique d'un nouvel axe coopératif est réelle, sa transformation en véritable partenariat Europe-Afrique juste et équilibré reste un véritable défi.

En marge du sommet UE-UA, certains observateurs tempèrent déjà les déclarations européennes sur un leadership partagé entre l'Europe et l'Afrique. Ils rappellent que pour construire des relations symétriques, les dirigeants européens doivent avant tout rompre avec tout néopaternalisme hérité du passé colonial. Ils demandent une montée en puissance de l'Union africaine, un renouveau de l'aide au développement ou, encore, une remise à plat totale de la dette africaine.

D'autres analystes mentionnent le climat géopolitique hétéroclite en Afrique, l'absence lors du sommet UE-UA des représentants du Mali, de la Guinée, du Soudan et du Burkina Faso, sanctionnés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), suite aux coups d'Etat militaires et la fragilité de l'Union africaine. Ils pointent le manque de vision stratégique commune de l'Union africaine, les initiatives économiques individuelles et non coordonnées de quelques États africains comme des freins structurels à un partenariat bénéfique pour tout le continent africain.

Les deux camps s'accordent pour dire qu'à défaut de rénover totalement les rapports de force entre l'Union européenne et l'Union africaine, les négociations sur un partenariat stratégique euro-africain, priorité de la Commission européenne, peuvent servir de socle idéologique pour poser les premières pierres d'une solide coopération tenant mieux compte des nouveaux défis du monde post-COVID.

Aux cinq volets du document de stratégie de la Commission européenne : transition verte ; transformation numérique ; croissance et emploi durable ; paix et gouvernance ; migration et mobilité, s'ajoutera la question sanitaire, suite à la pandémie.

En effet, la pandémie a modifié les orientations politiques du partenariat, en particulier du côté africain. La fronde de certains dirigeants africains sur la thésaurisation des vaccins, les accusations d'un « apartheid vaccinal » pour les pays africains mis en place par l'Europe sont des accroc majeurs dans la mise en route de la machine partenariale Europe-Afrique. Le discours prononcé par le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, sur l'inégalité d'accès au vaccin, démontre que la question de l'égalité dans la gouvernance, la prise de décision sur des questions au cœur de la réussite d'un partenariat stratégique durable.

Pour rappel, l'Union européenne est l'un des principaux opposants à une dérogation temporaire sur la propriété intellectuelle, promettant à la place de soutenir les systèmes de santé africains.

Ainsi, la capacité de l'Union européenne et de l'Union africaine à trouver un compromis sur la production de vaccins est un test majeur dans l'ouverture d'une réelle coopération d'égal à égal entre l'Europe et l'Afrique.

Consciente de ce défi sanitaire, Ursula von der Leyen a promis un investissement de 1 milliard d'euros de l'Union européenne pour renforcer la capacité de production de vaccins en Afrique, en commençant par le financement de centres de production de vaccins au Sénégal et au Rwanda.

Autre perspective d'appui pour renforcer les relations Europe-Afrique pour la Commission Européenne : promouvoir son Global Gateway, qui promet de mobiliser 150 milliards d'investissements en faveur d'une transition verte et numérique en Afrique avec un Green Deal référence en matière de politique environnementale, climatique, énergétique et agricole.

« Nous allons investir avec l'Afrique pour créer un marché de l'hydrogène vert qui relie les deux rives de la Méditerranée », a déclaré la présidente de la Commission européenne en octobre 2021.

La transition verte est au centre de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine nommé « L'Afrique que nous voulons ». La visite officielle de la dirigeante européenne au Maroc, leader africain en matière d'énergie renouvelable, était une nouvelle opportunité pour l'Union européenne d'assurer la promotion du Global Gateway.

Face à cette opération séduction de l'Union européenne, les dirigeants africains restent vigilants, notamment sur la question du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE et son possible impact sur les exportations africaines de combustibles fossiles et de minéraux.

« L’Afrique est plus que jamais décidée à prendre son destin en mains », a déclaré Macky Sall, Président du Sénégal lors de son discours introductif de la Présidence de l’Union africaine, promettant d’œuvrer pour la mise en place de « partenariats rénovés, plus justes et plus équitables » avec les partenaires internationaux.

Un discours qui sonne comme un avertissement diplomatique à l’adresse des dirigeants de l’Union européenne. Il illustre également la détermination des Etats africains à en finir avec les déséquilibres du passé, pour enfin construire un partenariat gagnant-gagnant pour les deux continents.

Les défis en matière de confiance, d’équité et d’héritage historique sont donc nombreux avant de réinventer la coopération entre l’Europe et l’Afrique. Mais pour y faire face, l’Union européenne entend s’appuyer sur deux autres figures de premier plan pour s’assurer du succès du futur partenariat : Charles Michel, Président du Conseil européen et Emmanuel Macron, Président français à la tête de la Présidence française du Conseil de l’Union Européenne (PFUE).

Charles Michel a effectué un travail diplomatique de terrain en allant à la rencontre de différents dirigeants ces derniers mois en Afrique. Se posant en défenseur d’un nouveau partenariat UE-UA, le Président du Conseil européen a plaidé pour une réinitialisation des relations diplomatiques entre l’Afrique et l’Europe et pour l’écriture d’une nouvelle page « libérée des démons du passé ».

Le Président français, Emmanuel Macron, a, pour sa part, multiplié les initiatives telles que le Nouveau Sommet Afrique-France, Choose Africa, Ambition Africa, la restitution du patrimoine africain ou les prises de positions sur une nouvelle alliance avec le continent africain.

Emmanuel Macron se positionne, depuis 2017 et son discours fondateur à Ouagadougou, comme la figure tutélaire de cette nouvelle dynamique Europe-Afrique. Le Chef de l’Etat français est bien décidé à utiliser ce partenariat, d’une part, comme un axe positif pour défendre son bilan de politique extérieure et, d’autre part, comme une plateforme pour se mettre en scène et en situation de briguer un nouveau mandat en tant que Président de la République française.

L’AMBITION EURO-AFRICAINNE DE LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L’UNION EUROPÉENNE

Emmanuel Macron, maillon populaire du trio diplomatique européen formé avec Charles Michel et Ursula von der Leyen, souhaite profiter de la présidence française du Conseil de l’Union européenne pour refonder ce partenariat avec le continent africain.

En janvier 2022, face aux députés européens, Emmanuel Macron évoque l’axe euro-africain comme un objectif majeur de la Présidence française de l’Union européenne :

« L’Europe a ainsi le devoir de proposer une nouvelle alliance au continent africain. Les destins des deux rives de la Méditerranée sont liés, et nous ne pouvons d’ailleurs décemment aborder le sujet des migrations sans en traiter les causes profondes, et évoquer le destin commun avec le continent africain. C’est en Afrique que se joue une partie du

bouleversement du monde, une partie de l'avenir de ce continent et de sa jeunesse, mais de notre avenir », a-t-il indiqué dans son discours au Parlement européen.

Pour Emmanuel Macron, derrière cette ambition euro-africaine se cache également un enjeu de poids : les élections présidentielles françaises d'avril 2022.

L'immigration africaine en Europe ou le retrait des forces militaires françaises du Mali dans le cadre de l'opération barkhane sont des thématiques qui ont fait irruption dans la campagne pour les élections présidentielles françaises. Emmanuel Macron sait que pour être en position de force dans une future campagne présidentielle, endosser le costume du faiseur de paix en Afrique ou encore celui du candidat qui apporte des solutions concrètes pour lutter contre l'immigration aura nécessairement un impact positif sur son image au niveau national.

Le Président français, qui était face à des jeunes africains lors du Sommet Afrique-France, a aussi conscience que ce partenariat doit être lisible et visible sur le terrain afin de redorer l'image de la France en Afrique. En effet, produire un partenariat vu comme novateur et juste, serait un signe fort à l'adresse des jeunes africains qui sommaient le président français de mettre fin à la Françafrique et aux déséquilibres géopolitiques hérités du passé colonial.

Enfin, Emmanuel Macron souhaite défendre un New Deal économique et financier avec l'Afrique. La conférence ministérielle sur les relations commerciales entre l'Afrique et la France qui s'est tenue en janvier 2022 était une autre illustration de cette offensive économique de la France dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Réussir à être l'artisan principal de ce New Deal serait un point positif pour le Président français qui souhaite imposer son leadership sur les scènes européenne et internationale. Un moyen pour lui d'incarner une France de nouveau influente et puissante, un écho à son slogan « France is back » ou « La France est de retour ! », lancé lors de son intervention au Forum économique mondial de Davos en 2018 au début de son mandat.

Le Sommet Union européenne – Union africaine revêt donc une signification plus personnelle pour Emmanuel Macron : laisser sa marque diplomatique dans l'histoire des deux continents.

CONCLUSION

Le Sommet UE-UA devrait permettre à l'Europe et à l'Afrique de définir des nouvelles priorités communes dans un monde impacté par la pandémie.

Ce Sommet témoigne du besoin de multilatéralisme et de coopération pour faire face aux nouveaux enjeux sociaux, sécuritaires, économiques ou environnementaux.

Il pose aussi en filigrane la question de la prise en compte des attentes citoyennes et des valeurs démocratiques dans les partenariats stratégiques entre l'Europe et l'Afrique.

Ce Sommet ouvrira-t-il une ère de leadership totalement partagé entre les deux continents ? Cette question est liée en partie à l'affirmation d'une vision africaine forte, stratégique et indépendante dans ce processus coopératif, aux caractères durable et équitable du futur partenariat stratégique qui émergera à l'issue du Sommet, mais aussi aux bouleversements sociétaux ou politiques à venir en Europe et en Afrique.

SOURCES :

- L'UE ouvre la voie à un partenariat plus fort et plus ambitieux avec l'Afrique https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/communication-eu-africa-strategy-join-2020-4-final_en.pdf
- Déclaration conjointe sur la lutte contre la menace terroriste et le soutien à la paix et à la sécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/02/17/declaration-conjointe-sur-la-lutte-contre-la-menace-terroriste>
- Déclaration de la Présidente von der Leyen lors de la conférence de presse conjointe avec le Chef du gouvernement marocain Akhannouch https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/STATEMENT_22_892
- Déclaration de la Présidente von der Leyen à l'issue de sa rencontre avec le Président Macky Sall https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/STATEMENT_22_942
- Outlining African Priorities for 2022: the Assembly of the African Union Begins its 35th Ordinary Session <https://au.int/fr/node/41455>
- Tribune de Charles Michel et Macky Sall : « Les objectifs pour un partenariat renouvelé entre l'Afrique et l'UE » <https://www.lejdd.fr/International/charles-michel-et-macky-sall-les-objectifs-pour-un-partenariat-renouvele-entre-lafrique-et-lue-4093830>
- Discours du Président Emmanuel Macron devant le Parlement européen <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/01/19/discours-du-president-emmanuel-macron-devant-le-parlement-europeen>
- La construction d'un nouveau partenariat avec l'Afrique <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/02/15/afrique-un-nouveau-partenariat>

À propos de l'auteur, Patricia Ahanda

Patricia Ahanda est consultante et experte sur les questions de politique, communication, leadership et inclusion. Diplômée en Sciences Politiques, Géopolitique, Droit et Communication, P. Ahanda a travaillé au sein de différents cabinets ministériels en France, notamment aux ministères de l'Economie et des Finances, des Affaires Sociales et de la Santé. De 2014 à 2020, elle est élue Maire Adjointe en charge du développement du digital, de la lutte contre la fracture numérique, de la formation, de l'insertion professionnelle en région parisienne dans la ville de Champigny-sur-Marne qui compte près de 76.000 habitants. Patricia Ahanda est la fondatrice de Lydexperience, un cabinet de conseil et de formation. Engagée et experte sur les questions de leadership féminin, elle développe plusieurs initiatives en faveur du leadership, de l'entrepreneuriat et de l'insertion économique des femmes en France et en Afrique : Women Leadership Workshop, Brunch Women Leadership Business, Poleadher. En 2020, elle devient Jeune chercheuse au sein de l'UNESCO dans le cadre du programme YAR et mène des travaux de recherche sur la question de l'impact du Covid-19 sur l'éducation, le cadre de vie des jeunes et la transition digitale. Engagée sur les questions de coopération de diplomatie et multilatéralisme, elle est co-fondatrice de l'association ADELFOC pour favoriser les partenariats entre les élus français et les élus de la diaspora camerounaise et africaine. Patricia AHANDA a reçu plusieurs distinctions internationales pour son parcours et engagement, elle a été désignée : - Atlantic Dialogues Emerging Leaders 2018 - Most Influential People of African Descent catégorie Politique 2019 - Forbes Under 30 Summit Fellow - World Bank Youth Summit Fellow - Meeting Russia Alumni, Globsec Young Leader 2021, German Marshall Fund Next Generation Leader 2021, Tatra Summit Young Professional 2021.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street, Hay Riad 10100 - Rabat

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

